



HAL
open science

Cachez ces partis que je ne saurais voir. Le cas des municipales 2020 à Strasbourg

Sébastien Michon

► **To cite this version:**

Sébastien Michon. Cachez ces partis que je ne saurais voir. Le cas des municipales 2020 à Strasbourg. Anne-Sophie Petitfils; Sébastien Ségas; Arthur Delaporte. Les partis font-ils encore la campagne ? Les coulisses des élections municipales de 2020, Presses universitaires du Septentrion, pp.143-163, 2024, 978-2-7574-4097-1. halshs-04680272

HAL Id: halshs-04680272

<https://shs.hal.science/halshs-04680272>

Submitted on 28 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Cachez ces partis que je ne saurais voir. Le cas des municipales 2020 à Strasbourg

Sébastien Michon |
CNRS, SAGE

La mise en scène d'un renouvellement associé à une ouverture à la « société civile » est l'un des traits saillants du scrutin des municipales 2020. Le recours par les responsables des listes à cette rhétorique, qui n'est pas nouvelle¹, vise à donner le sentiment aux électrices, électeurs, commentatrices et commentateurs qu'ils proposent une offre politique nouvelle et font de la « politique autrement ».

À Strasbourg, comme dans d'autres grandes villes², la multiplication des discours et argumentaires sur le renouvellement rend compte d'un processus de cadrage symbolique³ qui concerne les principales listes en lice. De pair avec cette rhétorique, les partis disparaissent toujours plus des affiches, des tracts, des programmes, et des discours, alors même que la quasi-totalité des listes est soutenue par plusieurs partis. De l'extérieur, on pourrait penser à un retrait ou à un affaiblissement des partis au cours de la campagne des municipales, qui seraient cantonnés à un rôle secondaire – un vague soutien –, et à des campagnes déclinées autour de logiques et d'enjeux strictement locaux. Cependant, enquêter sur les équipes de campagne au moyen d'outils des sciences sociales amène très rapidement à faire le constat de leur présence incontournable : les partis « infusent » les entreprises de mobilisation électorale.

Mener l'enquête sur la campagne des municipales à Strasbourg confirme que les partis politiques structurent toujours la compétition politique⁴. *De facto*, ils apportent moins qu'avant des ressources symboliques, mais encore des ressources financières et organisationnelles⁵. Les listes bénéficient de dons, de prêts ou de cautions de la part des partis qui les soutiennent. Par exemple, la liste écologiste et citoyenne, qui a gagné les municipales à Strasbourg, avait reçu le soutien logistique de Europe Écologie les Verts (EELV) au début de la campagne. La tête de liste explique ainsi à une journaliste : « Concrètement, lorsque nous n'avions pas encore de tête de liste ni de mandataire financier, Europe Écologie les Verts (EELV) a signé le contrat de bail pour le local de campagne, ainsi que les contrats

¹Christine Guionnet, « La "politique autrement" entre récurrences et réinvention », dans J. Lagroye, P. Lehingue et F. Sawicki (éd.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-Curapp, 2005, p. 117-143 ; Baptiste Giraud, « Les Motivé-es, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, n° 15, 2007, p. 55-67 ; Anne-France Taiclet, « Entre renouvellement et ancrage : une situation d'alternance paradoxale autour d'une sortante-dissidente (Lyon 1^{er}) », dans S. Lévêque et A.-F. Taiclet (éd.), *À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 93-116.

²Voir Rémi Lefebvre et Sébastien Vignon (éd.), *Les élections municipales de 2020 : le vote urbain*, à paraître.

³Robert D. Benford, David A. Snow, « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annual review of sociology*, 26(1), 2000, p. 611-639.

⁴Igor Martinache et Frédéric Sawicki, *La fin des partis ?*, Paris, PUF, 2020.

⁵Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2008.

d'embauche des salariés. Le parti a également avancé les frais (5 000 euros). Une fois que nous avons un mandataire financier, cela a été refacturé à l'équipe de campagne⁶. ». Pour ce qui est de la liste soutenue par le parti socialiste (PS), elle avait emprunté 134 000 euros. Et c'est la fédération PS du Bas-Rhin qui a complété avec « *un prêt de 36 000 euros pour atteindre le plafond de remboursement et de l'autre une contribution ferme, composée notamment de la participation facultative des colistiers⁷* ». Par ailleurs, les partis apportent aussi des moyens humains, c'est-à-dire des militants, des soutiens, des réseaux, etc.

Enquêter sur les personnes investies dans la campagne électorale des principales listes (voir encadré) rend compte de la manière dont les partis sont toujours structurants. Ce chapitre s'attache d'abord à évoquer une mise à distance des partis en façade, car les listes demeurent structurées à partir d'un prisme partisan et d'identités partisans. Il montre ensuite comment les partis structurent la campagne : d'un point de vue matériel, mais aussi dans la constitution des listes et la division du travail de mobilisation. Les partis représentent des instances majeures de socialisation à l'action politique pour nombre de candidats présents sur les listes, et plus encore ceux qui sont au centre des mobilisations électorales (têtes de liste, responsables de campagne, candidats et militants les plus actifs). C'est dans un cadre partisan qu'ils ont développé des savoirs et des savoir-faire spécifiques à l'espace politique local et à l'activité politique, et c'est essentiellement par l'intermédiaire des réseaux partisans que se font les recrutements de candidats. Les expériences partisans ainsi que les jeux partisans et la position dans l'espace politique local sont également décisifs dans la division du travail de campagne⁸, et les manières dont les agents investissent les rôles politiques.

Encadré : enquête à Strasbourg

L'enquête a été menée à Strasbourg (284 677 habitants en 2018) entre septembre 2019 et mai 2021 en tant que sociologue du CNRS. Elle combine des observations durant la campagne (débat, actions, tractages, etc.), un corpus d'articles parus dans les deux principaux titres de la presse locale (*Dernières nouvelles d'Alsace* et *Rue 89 Strasbourg*), des posts de candidats et militants publiés sur les réseaux sociaux, une trentaine d'entretiens et de nombreuses discussions « *off* » pendant la campagne : avec des journalistes locaux et surtout des élus sortants, colistiers, collaborateurs d'élus ou militants et membres des équipes de campagne, issus des quatre principales listes. Plusieurs enquêtés sont d'anciens élèves et d'autres des connaissances, dont certaines ont été interrogées il y a plus de 15 ans dans le cadre d'une enquête sur les étudiants militants. Enfin, le corpus qualitatif est complété par cinq entretiens menés à l'automne par des élèves de Master 2 de Sciences Po Strasbourg

⁶*Rue89 Strasbourg*, 19 février 2020.

⁷*Rue89 Strasbourg*, 19 février 2020.

⁸Clément Desrumaux et Rémi Lefebvre, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, n° 113, 2016, p. 5-16.

dans le cadre d'un séminaire de formation à l'enquête de terrain que je dirigeais.

Un volet quantitatif a été développé en même temps avec la réalisation d'une prosopographie des principales listes en lice au premier tour des municipales de 2020, à savoir les 4 listes en mesure de se maintenir au 2^e tour (elles ont obtenu entre 18 % et 28 % au 1^{er} tour) : les listes menées par Jeanne Barseghian (EELV, Place Publique, PCF, Générations, Parti animaliste, Mouvement des progressistes, Labo citoyen, Génération écologie, Objectif Euro Région Alsace), Alain Fontanel (LREM-AGIR-Modem), Catherine Trautmann (PS-PRG), et Jean-Philippe Vetter (LR-NC-UDI)⁹. Afin d'inscrire l'analyse dans une perspective diachronique et comparée, la sociographie a été étendue aux 2 principales listes du premier tour du scrutin municipal de 2014 : la liste du maire sortant Roland Ries (PS), et celle de sa principale concurrente Fabienne Keller (UMP) (respectivement 31,2 % et 32,9 % au 1^{er} tour en 2014). La configuration strasbourgeoise est assez particulière et *in fine* dans l'air du temps puisque des adjoints de Ries se trouvent sur les listes EELV, PS et LREM, et d'anciens colistiers de Keller sur les listes LREM et LR (Les Républicains). La base de données constituée rassemble les 262 colistiers des 4 listes de 2 020 (65 candidats par liste ainsi que 2 suppléants), et 345 personnes en tout avec les deux listes de 2014 (formées d'une partie des candidats de 2020). Les informations recensées sur les colistiers se rapportent à leurs caractéristiques sociodémographiques et leurs trajectoires professionnelles, politiques et militantes. Plusieurs sources ont été mobilisées et croisées systématiquement : dictionnaires biographiques pour les élus qui y figurent, répertoire national des élus, déclarations issues de la Haute autorité de la transparence pour la vie publique pour les sortants, presse locale et nationale, professions de foi et présentations de soi, CV, réseaux sociaux (*LinkedIn*, etc.), articles de la presse locale, sites Internet et blogs divers, et de manière non négligeable, entretiens et discussions menées dans le cadre de l'enquête ethnographique.

Un renouvellement avec et depuis les partis

Souhaitant promouvoir une forme de nouveauté, les candidats restent discrets sur le soutien des partis politiques pendant toute la campagne. La prosopographie des listes montre néanmoins que, si renouvellement il y a, il se fait surtout à partir des « réseaux » partisans¹⁰ dans lesquels se recrutent les dirigeants et les militants.

Un renouvellement à toutes les sauces

L'injonction au renouvellement constatée au cours de la campagne des municipales à Strasbourg apparaît rapidement structurée par deux dimensions. Premièrement, il s'agit pour la liste de droite (LR) qui propose une alternance, mais aussi pour les trois autres listes (EELV, PS et LREM), composées

⁹Dans la suite du texte, les listes sont nommées à partir du principal parti qui les soutient, et dont sont issues les têtes de liste.

¹⁰Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017.

d'élus de la majorité sortante, de se distancier du maire sortant, Roland Ries, qui ne se représente pas¹¹ – , et d'afficher une offre politique nouvelle ou tout du moins renouvelée, aussi bien du point de vue des propositions que des membres de la liste. Deuxièmement, il s'agit de se tenir à distance à la fois des figures repoussoirs des professionnels de la politique, qui ont mauvaise presse dans l'espace public¹², et des partis considérés par plusieurs candidats comme trop associés « à l'ancien monde ». Pour la liste soutenue par LREM, il s'agit aussi de se tenir à distance d'une marque politique de plus en plus difficile à porter au fur et à mesure de la campagne en lien avec les mobilisations contre la réforme des retraites¹³. Dès la fin 2019, les équipes de campagne investissent, voire surinvestissent, les catégories de candidats « citoyens », « novices », « issus de la société civile », symboles d'un renouvellement et *a priori* d'une autre manière de faire de la politique.

Ce cadrage est en premier lieu adopté par la liste *Strasbourg Écologiste & Citoyenne*, liste soutenue par EELV, Génération écologie, le PCF, Place publique, Objectif Euro région Alsace, Mouvement des progressistes, Génération.s. Dans un tract, la tête de liste insiste ainsi : « Avec vous, je fais le pari du renouvellement, incarné par de nouveaux visages ». Le dispositif de désignation des colistiers dans le cadre « d'une assemblée citoyenne » est également rappelé à l'écrit sur les tracts, et à l'oral dans les débats, dans la rue et sur les marchés. *De facto*, plusieurs candidat.e.s novices sont mises en avant pendant la campagne, lors de vidéos de campagne, de réunions et de débats. Comme un symbole, la tête de liste, Jeanne Barseghian (40 ans), est peu connue, bien qu'expérimentée politiquement (cf. infra).

La liste EELV n'est pas la seule à mobiliser le cadrage du renouvellement. Les personnalités de la société civile sont également mises en scène par les promoteurs de la liste *100 % Strasbourg*, soutenue par LREM, Agir et le Modem. Fin janvier, avant d'en révéler la composition, Alain Fontanel (51 ans) déclare que plus de la moitié des membres de sa liste seront issus de la « société civile » afin de produire « un vrai renouvellement ». Dans une forme de surenchère, il annonce quelques jours plus tard : « Quelque 80 % de notre liste n'ont jamais eu de mandat et la moyenne d'âge est de 45 ans ». Afin de crédibiliser le mot d'ordre du renouvellement, des « novices » figurent aux premières positions : une gérante-maraîchère (2^e sur la liste) ; un ancien président de l'université de Strasbourg (3^e) ; une harpiste professionnelle qui a perdu l'usage de ses jambes en 2001 à la suite de l'effondrement d'un platane sur le public d'un concert qui se tenait dans un parc de la ville (4^e) ; un directeur d'un centre socio-culturel (5^e) ; une conseillère Pôle emploi et vice-présidente d'un centre socio-culturel (6^e) ; un paysagiste

¹¹Ries qui a quitté le PS en 2019 soutient son premier adjoint, Alain Fontanel. Ce soutien demeure discret dans la mesure où Fontanel essaye d'incarner comme les autres un renouvellement.

¹²Julien Boelaert, Sébastien Michon et Etienne Ollion, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

¹³Sébastien Michon, « La bataille de Strasbourg : luttes, ajustements, et (non-)alliances en vue de la conquête du pouvoir local », dans R. Lefebvre et S. Vignon (éd.), *Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 207-220.

président d'une association de production de jeunes plants pour accompagner le processus de végétalisation de la ville (7^e).

Le cadrage citoyen-société civile est également endossé par les promoteurs de la liste *Faire ensemble Strasbourg*, qui sont les responsables locaux du PS. La tête de liste, Mathieu Cahn (43 ans), annonce dès décembre – c'est-à-dire avant sa publicisation et sa finalisation – qu'elle sera composée pour moitié « seulement » de militants du parti, et donc pour moitié de personnes issues de la « société civile ». Un directeur d'un magasin d'électroménager dans un quartier populaire dans lequel il a grandi, un psychiatre, ou encore un ingénieur très investi dans les « Cultures urbaines » (skateboard) en sont des symboles. Ils visent à séduire des fractions de l'électorat : respectivement les habitants des quartiers populaires, les professionnels de santé, et les jeunes.

Quant à Jean-Philippe Vetter (40 ans), la tête de la liste *Un nouveau souffle pour Strasbourg*, soutenue par LR, il n'endosse pas autant ce cadrage. Mais il multiplie lui aussi les références aux personnalités « issues de la société civile » présentes sur sa liste. Il s'attache particulièrement à citer celles et ceux qui font office de porte-parole des commerçants, fraction de la population qu'il cherche à mobiliser tout au long de la campagne : la co-gérante d'une des pâtisseries les plus réputées à Strasbourg (dont les magasins se trouvent en plein centre-ville, à proximité immédiate de la cathédrale) (2^e sur la liste) ; la co-directrice d'un hôtel près de la gare et membre du bureau du Groupement des hôteliers restaurants et débitants du Bas-Rhin (10^e) ; ou encore un conseiller municipal sortant, propriétaire de plusieurs brasseries spécialisées dans la tarte flambée (9^e).

Les nouveaux visages sur les listes et le surinvestissement dans les interventions orales de la présence de « la société civile » visent donc à incarner un renouvellement et à se tenir à distance des professionnels de la politique, mais aussi à faire oublier la présence d'élus et de collaborateurs politiques expérimentés. Un membre d'une des équipes de campagne résume ainsi l'un de leurs objectifs : « Il fallait communiquer sur autre chose que la politique à la papa¹⁴ ».

Une manière de dépasser les discours, mots d'ordre et présentations de soi à l'attention des journalistes, électeurs et électrices, consiste à proposer une objectivation du renouvellement au moyen d'une prosopographie des colistiers.

Sortir les sortants ?

Accompagnant le geste à la parole, les responsables des principales listes insistent sur la part réduite parmi leurs colistiers de personnes susceptibles d'être étiquetées « professionnelles de la politique », c'est-à-dire les élus et les collaborateurs d'élus. Avant d'analyser concrètement la composition des listes et leur évolution entre 2014 et 2020, le contexte municipal est à préciser. Les travaux sur les élites politiques nationales constatent l'allongement des carrières des élus, et le poids de plus en plus

¹⁴Entretien avril 2021.

conséquent des expériences de collaborateur d'élus¹⁵. L'enquête menée à l'échelon local amène à pointer certaines spécificités. Assez peu de colistiers exercent une activité politique rémunérée à temps plein : en tout, sur les 4 listes de 2020 étudiées, seuls 18 % des colistiers sont ou ont été des professionnels de la politique à temps plein. Ceci n'est pas totalement étonnant. En effet, à la différence des parlementaires nationaux et européens¹⁶, les candidats aux municipales sont, à l'instar de nombreux élus.e.s régionaux ou municipaux¹⁷, des « semi-professionnel.le.s de la politique » et plus encore des « amateurs », au sens où ils n'ont jamais été des professionnels de la politique¹⁸. En fait, à l'échelon de Strasbourg, seuls le maire, une partie des adjoints qui cumulent un mandat de vice-président de la métropole et/ou de conseiller départemental ou régional et/ou des présidences de sociétés d'économie mixte, et quelques conseillers municipaux et métropolitains qui sont par ailleurs collaborateurs parlementaires, forment des professionnels de la politique à temps plein. La grande majorité des élus ne vit pas à temps plein de la politique, conservant une activité professionnelle à côté de leur activité politique. Dès lors, l'analyse consiste à ne pas se focaliser uniquement sur ceux qui vivent à temps plein de la politique, mais à considérer aussi les élus qui conservent une activité professionnelle à temps partiel.

En 2014, les personnes rémunérées préalablement dans des fonctions d'élus ou de collaborateurs politiques étaient majoritaires sur les deux principales listes (tableau 1). Elles ne le sont plus en 2020, aussi bien pour la liste EELV (25 %), qui a beaucoup mis en avant le renouvellement et un fonctionnement de liste « citoyenne », que pour les listes PS (29 %), LREM (37 %) et même LR (42 %). Cette différence par rapport à 2014 rend bien compte d'un phénomène massif, qui dépasse la seule liste EELV. L'indicateur de temps passé en politique (et rémunéré à cet effet en tant qu'élus ou que collaborateurs d'élus) résume bien ce résultat. Alors que les colistiers de la liste PS de Ries au 1^{er} tour avait en moyenne passé 6,6 années en politique, ceux de 2020 avaient passé au plus 4,1 années en politique sur la liste LR, 4,0 sur la liste PS, 2,6 sur la liste LREM, et 1,9 pour la liste EELV (3,1 années en moyenne pour les colistiers des 4 listes de 2020).

¹⁵J. Boelaert *et al.*, *op. cit.*

¹⁶J. Boelaert *et al.*, *op. cit.* ; Willy Beauvallet et Sébastien Michon, "The changing paths of access to the European Parliament for French MEPs (1979-2014)", *French Politics*, 14(3), 2016, p. 329-362.

¹⁷Delphine Dulong, Frédérique Matonti, « Comment devenir un (e) professionnel (le) de la politique ? », *Sociétés Représentations*, n° 24, 2007, p. 251-267 ; Didier Demazière, « Les négociations implicites de la division du travail. Le cas des élus régionaux », *Négociations*, n° 25, 2016, p. 39-53 ; Sébastien Vignon, « Les élus des petites communes face à la "démocratie d'expertise" intercommunale. Les "semi-professionnels" de la politique locale », dans Auélia Troupel et Sylvain Barone (dir.), *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.189-224 ; Rémi Lefebvre, « Les tensions et arbitrages au cœur de la professionnalisation politique intermédiaire », *Revue française de science politique*, 71(1), 2021, p. 51-72.

¹⁸La longévité en politique est certes plus importante pour les colistiers de Ries qui ont été *in fine* élus en 2014 : 9,7 ans (contre 4,8 ans pour ceux de 2020). Néanmoins, elle est très inférieure à celle des parlementaires alors en exercice (17 ans pour les députés élus en 2012) – cf. J. Boelaert *et al.*, *op. cit.*

La forte progression en 2020 de la part de novices d'un mandat électif est notable. En 2014, la part des candidats déjà élus était de 60 % pour la liste Ries (PS) et 47 % sur la liste Keller (UMP). En 2020, elle est au plus de 26 % sur la liste LR (cf. tableau 2). Par conséquent, les colistiers des 4 listes sont dans l'ensemble assez peu expérimentés, d'autant plus que, même parmi les plus expérimentés, le cumul est souvent limité au couplage des fonctions de conseiller municipal et de conseiller à la métropole ; très peu ont exercé un mandat de conseiller général ou régional.

	2020					2014	
	Barseghian	Trautmann	Fontanel	Vetter	Ensemble 4 listes	Ries	Keller
	EELV	PS	LREM	LR		PS	UMP
Élus	18	21,5	23	26	22	60	47
Collaborateurs politiques sans expérience élective	8	7,5	14	15,5	11	2	9
Sous-total élu+collaborateur	25	29	37	42	33	62	56
Candidats	9	8	5	11	8	3	19
Militants parti	22	25	22	14	21	29	12
Sous-total candidats+militants	31	32	27	25		31	31
Novices	43	39	37	34	38	6	14
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 1. Profils politiques des candidats des principales listes en 2020 et 2014 (en %)

	Barseghian	Trautmann	Fontanel	Vetter	Ensemble (N=262)
	EELV	PS	LREM	LR	
Avoir déjà été élu	18	22	23	26	22
Conseiller municipal	18	22	23	22	21
Adjoint	4	9	11	8	8
Conseiller métropole	13	14	15	14	14
VP métropole	1	5	3	2	3
Conseiller général	1	5	3	6	4
Conseiller régional	0	3	2	6	3
Longévité en politique (en années)	1,9	4,0	2,6	4,1	3,1

Tableau 2. Mandats antérieurs des candidats des 4 principales listes en 2020 (en %)

La moindre expérience élective des colistiers de 2020 accrédite la thèse d'un fort renouvellement marqué par l'entrée massive de novices de la politique au détriment de professionnels de la politique. Trois observations permettent de mettre ce constat en perspective.

Premièrement, le renouvellement est à rapporter à la conjoncture politique nationale post-2017, mais aussi à l'éclatement local des forces politiques (certes lié à la situation du champ politique national) et à la non-candidature du maire sortant. En effet, du point de vue de la présence d'anciens élus et/ou

collaborateurs politiques, les listes de 2020 se différencient plus de la liste PS de Ries au 1^{er} tour en 2014 que de celle de Keller à la même élection. Avec une longévité politique moyenne de 3 années et 11 % de colistiers ayant été collaborateurs politiques, la liste de Fabienne Keller de 2014 présente une inexpérience politique assez proche de celle observée sur les listes de 2020. En fait, l'inexpérience observée s'explique aussi par le statut des listes de 2020 qui ne sont pas tant des listes de sortants, mais des listes de *challengers* ou d'*outsiders*. Les listes sortantes, comme celle de Ries en 2014, sont généralement plus expérimentées que les listes *outsiders*, qui cherchent à proposer une alternance ou une alternative, et n'ont pas toujours un réservoir de candidats conséquent.

Deuxièmement, la relative homogénéité des profils en 2020 est à souligner. Du point de vue de l'expérience politique, les 4 listes de 2020 tendent à se différencier plus de la liste gagnante en 2014 que les unes des autres. Là encore, ce n'est pas la seule conjoncture politique post -2017 qui explique ce résultat, mais aussi l'éclatement, localement, de l'offre politique : des élus de la majorité sortante se retrouvent sur 4 listes (PS, LREM, EELV, ainsi qu'une liste « citoyenne » pour une ex-adjointe), essayant de développer une nouvelle offre politique et de se créer un espace politique.

Troisièmement, le repli des « pros de la politique » concerne les élus et non les anciens collaborateurs politiques, dont la part est relativement stable entre les principales listes de 2014 et de 2020 (de 9 % sur la liste Barseghian à 21,5 % sur la liste Vetter en 2021, alors qu'en 2014, cette part allait de 11 % pour la liste Keller et 18,5 % pour la liste Ries). Ce résultat illustre l'importance de cette étape socialisatrice au métier politique¹⁹ dans les trajectoires de ceux qui occupent les places les plus centrales dans l'espace politique strasbourgeois, et le rôle des collaborateurs d'élus dans la division du travail politique.

Un renouvellement par des initiés de la politique locale

Le constat de professionnels de la politique minoritaires sur les listes revient-il à dire que les novices de la politique sont devenus ultra majoritaires ? Pour répondre à cette question, la catégorie de novices doit d'abord être précisée. La position défendue ici est de ne pas considérer comme des novices ceux qui ont eu une implication dans la compétition politique, notamment en tant que candidats (non élus) lors d'un précédent scrutin ou en tant que militants actifs d'un parti (participation à des campagnes électorales, exercice de responsabilité, etc.).

Dès lors, trois groupes sont spécifiés : les professionnels de la politique, les novices et les initiés. Issus des milieux partisans, les initiés représentent entre un quart et un tiers des colistiers des 4 listes de 2020. Ce sont souvent des jeunes militants de mouvements de jeunesse, étudiants par ailleurs. Les places sur la liste allouées aux responsables du mouvement de jeunesse représentent une rétribution de l'engagement intense des jeunes du parti sur la campagne. Ce sont aussi des militants plus âgés qui,

¹⁹Willy Beauvallet et Sébastien Michon (éd.), *Dans l'ombre des élus : une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.

comme les jeunes²⁰, ont pris goût à la politique au cours de campagnes électorales et d'activités partisanes. Tel un parcours initiatique, ils ont été incités à apprécier la routine des réunions politiques, ils se sont convertis aux activités de terrain, se sont retrouvés dans un sous-groupe, puis parrainés. La reconfiguration de l'offre politique locale a permis à certaines personnes présentes depuis plusieurs années dans les milieux partisans de couper la file et d'accéder au statut de candidat.

Certes, les novices sont plus nombreux que les professionnels de la politique pour deux listes (EELV et PS) et beaucoup plus nombreux qu'en 2014 : il y a 6 fois plus de novices sur la liste PS de 2020 que sur la liste PS de 2014, et 2,5 fois plus sur la liste LR de 2020 que sur la liste UMP de 2014. Néanmoins, les novices ne sont pas majoritaires (entre 34 % des colistiers pour la liste LR et 43 % pour la liste EELV). En effet, les candidats issus des partis (professionnels de la politique et initiés) demeurent eux très présents : figurent sur les listes – et plutôt vers le haut – la plupart des militants les plus actifs localement au PS, PCF, à EELV et chez LR.

Bien que peu présents sur les affiches et peu évoqués par les candidats, les partis structurent donc les listes. Tel est également le cas des entreprises de mobilisation.

Espace de mobilisation électorale, espace partisan

Pour chacune des listes, la campagne est pensée et menée principalement par des personnes socialisées à la politique au sein d'un parti et positionnées dans l'espace politique local. Fortement liées à des partis, les entreprises de mobilisation électorale forment des espaces de coopération, mais aussi de concurrence entre des agents à des positions différentes qui luttent pour la définition légitime du groupe.

Des têtes de liste solidement ancrées dans un parti

Afin de correspondre au cadrage du renouvellement, les têtes de liste sont très attentives à la manière dont elles se présentent et répondent aux questions sur leur biographie. Elles n'en demeurent pas moins expérimentées dans la politique locale.

Tête de la liste PS, désignée par les militants de sa fédération, Mathieu Cahn (44 ans) est militant au PS depuis le début de ses études à l'IEP de Strasbourg. Relativement jeune, il est déjà très expérimenté. Il a gravi un à un les échelons du parti, au MJS puis au PS, jusqu'au poste de premier secrétaire fédéral du Bas-Rhin, et participé à de nombreuses campagnes. Attaché territorial, il a surtout été collaborateur d'élus puis élu : il est adjoint au maire de Strasbourg et vice-président de l'EMS depuis 2008, ainsi que conseiller départemental depuis 2015. Tel est encore plus le cas de Catherine Trautmann, 68 ans, qui remplace Cahn comme tête de liste début février 2020 – six semaines avant le premier tour à la suite de

²⁰Lucie Bargel, « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, 5(2), 2014, p. 171-187.

son retrait²¹. L'ancienne ministre (1997-2000) et surtout ancienne maire de Strasbourg (élue en 1989 et 1995), députée et eurodéputée, a passé sa vie en politique, élue du PS pendant plus de 35 ans.

Vetter, tête de liste LR, est jeune (40 ans), mais lui non plus n'est pas un novice. Collaborateur de l'ancienne sénatrice Fabienne Keller pendant 9 ans, d'abord au groupe des élus à la ville puis en tant qu'attaché parlementaire, il est assistant parlementaire d'un député européen depuis 3 ans. En dehors d'emplois d'étudiants (surveillant dans des lycées, professeur de tennis), il n'a jamais eu d'autre activité professionnelle que celle de collaborateur d'élus. Ancien responsable des Jeunes UMP puis Jeunes populaires, il a l'expérience de nombreuses campagnes en tant que responsable du mouvement de jeunesse de l'UMP : très investi dans la campagne de Sarkozy en 2007, il est permanent pour la campagne de Keller en 2008 puis, à nouveau, très présent sur celle de 2014. Il est désigné par les instances nationales de son parti à la suite d'une campagne interne et d'une audition à Paris devant la commission d'investiture.

Tout au long de la campagne, la tête de la liste soutenue par LREM, Alain Fontanel, 51 ans, ne s'étend pas sur ses activités professionnelles et politiques. Conseiller référendaire à la Cour des comptes (en 2007), il a surtout été un élu à temps plein : adjoint au maire (2008-2020), vice-président de la métropole (2014-2020), et conseiller régional (2010-2015). Avant 2017, il est membre des instances nationales du PS : secrétaire national à l'animation des fédérations (en 2008), directeur de la tutelle de la fédération héraultaise (2011-2012), conseiller politique d'Harlem Désir, alors Premier secrétaire. Il participe également activement à plusieurs campagnes électorales : celles de Ries en 2008 et 2014 et celle des régionales 2010 ; il est l'un des négociateurs du PS lors de la fusion des listes avec celle des écologistes. Enfin, passé à LREM, il devient membre du bureau exécutif du parti.

Quant à la tête de la liste EELV, Jeanne Barseghian (40 ans), qui prône un fort renouvellement, elle aussi n'est pas une novice de la politique locale. En 2013, elle devient collaboratrice d'élus à temps plein à la Région Alsace auprès du groupe des élus EELV. Très vite, elle s'insère dans le parti au national, participant aux universités d'été, et surtout au local. Lors des municipales de 2014, elle dirige la campagne de la tête de liste EELV à Strasbourg – à cette occasion, elle est élue conseillère municipale de Strasbourg et de l'EMS –, puis participe à celle des régionales de 2015.

Les têtes de liste, qui ont toutes le soutien des instances locales et nationales de leur parti, qui a souvent validé leur candidature, ont chacune un long investissement partisan et elles sont expérimentées dans les campagnes électorales. Tel est également le cas de celles et ceux qui, pendant la campagne, forment le premier cercle autour des têtes de liste.

²¹Cahn explique qu'il se retire afin de pouvoir se « défendre publiquement » dans le procès d'un de ses collaborateurs de la Maison des associations, dont il était le président (procès où il n'est pas poursuivi). Des observateurs évoquent un changement pour faire mieux que les 9 % attribués par le premier sondage publié fin janvier.

Les socialisations partisanes du premier cercle

À l'instar des têtes de liste, les premiers rôles de la campagne – les candidats éligibles, mais aussi les responsables de campagne, éminences grises, personnes actives lors des diverses opérations de campagne – sont tous ou presque issus d'un parti, au sein duquel ils ont été socialisés à la politique locale : ils sont dotés de savoirs et savoir-faire sur le fonctionnement des organisations politiques et des collectivités, et les manières de faire campagne.

Aux premières places sur les listes, on retrouve surtout des élus, de collaborateurs d'élus et de responsables des partis en lice. Parmi les 20 premiers candidats sur les listes, ils représentent respectivement la moitié pour la liste EELV, deux tiers pour les listes LREM et PS et trois quarts pour la liste LR. La modification pour le 2^e tour de l'ordonnancement de la liste LREM au moment de la fusion de la liste avec la liste LR illustre particulièrement le poids de l'expérience politique. Si sur sa liste du 1^{er} tour, Fontanel met en avant des candidats novices aux premières places, il adopte une logique très différente au 2^e tour : il place aux premières positions les plus dotés en capital politique. Les élus sortants et les responsables de partis remontent au détriment de novices. D'un côté, un vice-président de la métropole passe de la 27^e à la 5^e place, une adjointe sortante de la 12^e à la 4^e, une assistante parlementaire d'un député de Strasbourg, de la 10^e à la 6^e. D'un autre, une concertiste handicapée non encartée passe de la 4^e à la 56^e place, un paysagiste de la 7^e à la 29^e, et un éducateur et responsable associatif de Futsal de 11^e à la 41^e. La hiérarchie est ainsi modifiée entre le 1^{er} tour où il était donné favori et le 2^e tour lorsque la victoire n'est pas du tout assurée, avec un resserrement sur les dirigeants partisans locaux de LREM, d'Agir et du Modem.

Les équipes de campagne sont elles aussi composées de personnes très socialisées à la politique locale, aux élections et aux campagnes. Les comités de pilotage et les réunions stratégiques rassemblent surtout les têtes de liste, les « hauts-gradés » des listes et les responsables des équipes de campagne. Le comité de pilotage de la liste écologiste qui se réunit chaque dimanche soir chez un adjoint sortant, dirigeant historique d'EELV, rassemble la tête de liste, les responsables des principaux partis de la liste, plusieurs candidats des premières places, le président du comité de soutien, ainsi que la directrice et la coordinatrice de la campagne. De même, les personnes les plus investies dans les activités de la campagne (rédaction des programmes, organisation d'actions, animation du local, briefing, tractage) sont souvent des collaborateurs politiques de métier, passés par l'IEP ou la faculté de droit de Strasbourg, entrés en politique dans un mouvement de jeunesse d'un parti qui les a amenés à participer à des campagnes électorales.

Ainsi, la campagne de Fontanel est dirigée par son ancien chef de cabinet à la mairie. Militant au PS pendant ses études à l'IEP de Strasbourg, il a une expérience de chef de cabinet dans deux collectivités. Son successeur au cabinet le seconde. Lui aussi, ex-militant socialiste, il est diplômé d'un Master de l'IEP et présente plusieurs années d'expérience en tant que collaborateur d' élu. Dans un premier cercle, on retrouve deux adjoints sortants, ex-dirigeants et permanents du MJS, qui n'ont jamais fait autre chose

que de la politique et qui étaient déjà dans l'équipe de campagne de Ries en 2014. On retrouve également deux anciens collaborateurs de l'ancienne maire F. Keller, responsables locaux d'Agir, une collaboratrice du groupe des élus LREM à la mairie, colistière et membre du Mouvement radical, deux membres du Modem, toutes deux collaboratrices d'élus (l'une est assistante parlementaire, l'autre collaboratrice du groupe de la majorité régionale), ainsi que les responsables locaux du mouvement des jeunes de LREM (les Jeunes avec Macron).

Du côté de la liste PS, la direction de campagne est exercée par une adjointe sortante (adjointe depuis 2008) également conseillère régionale. Collaboratrice d'élus de métier et diplômée d'un master de l'IEP de Strasbourg, elle a été assistante parlementaire en circonscription de Trautmann, alors eurodéputée. Après son retrait, M. Cahn demeure très présent en coulisse – il fait partie du groupe de négociation avec la liste écologiste en vue d'une fusion pour la 2^e tour. Deux permanents sont à plein temps sur la campagne. Tous les deux issus du PS, ce sont de jeunes socialistes, investis dans le parti depuis l'âge de 18 ans, et qui, au terme de leurs études de droit conclues par un Master en lien avec l'action publique locale, sont devenus collaborateurs politiques : l'un au groupe des élus socialistes à la mairie, l'autre comme permanent du PS. Parmi les plus actifs, on retrouve d'autres collaborateurs politiques (notamment des collaborateurs du groupe des élus PS à la mairie) et des candidats eux aussi membres du parti, habitués à faire campagne.

Vetter, le candidat LR désigne quant à lui comme directeur de campagne l'un de ses colistiers, un collaborateur d'élus issu du Nouveau Centre, diplômé en droit et précédemment suppléant d'un élu départemental LR dans un canton strasbourgeois. Ce choix est motivé par le candidat par une bonne entente, des activités antérieures, une ouverture vers le centre, et un budget de campagne restreint. Ses possibilités de trouver un directeur de campagne issu de son parti sont fortement réduites, et il n'a pas le budget pour recruter un permanent plus expérimenté. En dehors du directeur de campagne, la garde rapprochée de Vetter est constituée de militants qu'il connaît bien, et avec lesquels il a milité : entre autres, le responsable local des jeunes, l'ancien président du groupe local de l'UNI (le syndicat étudiant de droite), et un collaborateur d'élus. Un militant étudiant explique ainsi avoir mis entre parenthèses ses études pour se consacrer à la campagne :

« J'ai pris trois mois, entre janvier et mars, pour me consacrer à 100 % aux élections. J'étais présent au local de campagne. Je m'occupais de la mobilisation : tout ce qui était tractage, boîtage, etc. C'est moi qui m'en occupais. C'était un travail assez dur : motiver les troupes, faire en sorte que tout le monde soit toujours présent, au maximum. Il y a eu des moments difficiles. Des hauts et des bas. La deuxième chose c'était de participer à des débats en tant que représentant de la liste, un débat jeune. C'était une de mes responsabilités²². »

²²Entretien décembre 2020, réalisé par Nathan Daligaud et Margaux Lucas.

Dans les équipes de campagne des principales listes, la directrice de campagne et la coordinatrice de la campagne de la liste EELV font exception en n'étant pas encartées au début de la campagne. Elles ne sont toutefois pas déconnectées des activités politiques. D'abord, elles ont une socialisation militante non pas partisane, mais associative pour la première – au sein d'associations de protection de l'environnement – et syndicale pour la deuxième – elle a été militante active à l'UNEF et élue étudiante à Sciences Po Paris. Ensuite, elles ne sont pas dépourvues de savoirs spécifiques. L'une a été journaliste spécialisée sur la politique locale à Strasbourg pendant une dizaine d'années (membre fondatrice de Rue89 Strasbourg et pigiste pour plusieurs titres de la presse nationale). L'autre, qui a appris à l'UNEF à « faire des campagnes²³ », s'est spécialisée sur les processus électoraux pendant ses études à Sciences Po. Pour sa première expérience professionnelle, elle a été consultante pendant un an au sein d'une start-up reconnue en stratégie électorale²⁴ – elle a travaillé sur les municipales de 2014 dans plusieurs villes –, avant de participer pendant 3 mois à la campagne d'un candidat démocrate au Congrès des Etats-Unis, puis d'être observatrice électorale pour le Conseil de l'Europe. Enfin, elles ont une socialisation politique par l'intermédiaire de leur entourage proche : le conjoint de l'une d'elle, fonctionnaire territorial, ancien membre du PS et du cabinet d'un ancien président de la métropole, est candidat sur la liste EELV. L'autre a côtoyé, au cours de ses études, de son engagement à l'UNEF et plus encore de sa carrière professionnelle, des élus locaux et des personnes devenues élues, pour certaines à proximité du centre du champ politique national. Ainsi, elles sont caractéristiques d'entrées en politique depuis les marges.

Autre exception dans les équipes de campagne, les prestataires de service en communication qui travaillent pour les listes sur les affiches, les tracts mais aussi la stratégie²⁵. Les agents de ces entreprises de communication ne sont pas encartés. Cependant, ce sont des « acteurs secondaires de la politique locale²⁶ », au contact et en interaction avec la politique : ils travaillent régulièrement avec les collectivités territoriales (ville, département), « au contact des élus » pour citer l'un d'eux, et ils ont pour la plupart travaillé sur de précédentes campagnes électorales. Les personnes actives au cours de la campagne se caractérisent donc pour la plupart par des expériences militantes et partisanes, et dans leur ensemble par une forte socialisation aux campagnes électorales.

²³Entretien juin 2021.

²⁴Cette start-up créée par les « Bostoniens » est d'abord proche du PS (voir Rémi Lefebvre, « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, n 113, 2016, p. 91-115). Elle travaille ensuite pour le candidat Macron et LREM. Elle propose aux candidat.e.s un accompagnement pendant la campagne électorale et des outils pour faire campagne.

²⁵Tristan Riffault, « Le consultant et le politique », *Sociologie*, 8(3), 2017, p. 283-300 ; Clément Desrumaux, « Réencastrier l'usage des agences de communication en période électorale », *Politiques de communication*, 13, 2019, p. 127-157.

²⁶Philippe Aldrin et Marie Vannetzel, « Dans les lisières. Une sociologie des acteurs secondaires de la politique dans deux petites villes françaises », *Politix*, n° 128, 2019, p. 31-63.

Division du travail et jeux partisans

La division du travail de mobilisation dépend également de la position dans l'espace politique local et, comme pour les répertoires d'actions électorales²⁷, des rapports de force internes aux partis.

Essentiellement constituées d'initiés à la politique locale, les entreprises de mobilisation étudiées sont traversées par des luttes internes et des concurrences pour la définition de ce que doit être la campagne. Pour des têtes de liste relativement jeunes, il s'agit de témoigner une forme de respect aux anciens, mais aussi de s'autonomiser. Telle est la position de Vetter (LR) et Barseghian (EELV), 40 ans tous les deux, qui ont été dans l'ombre des deux candidats aux municipales en 2014 (respectivement Keller et Jund). Lorsque Vetter endosse le rôle de chef d'équipe, sa stratégie de campagne consiste à s'entourer sur la liste des principaux élus locaux de son parti et de s'appuyer sur les jeunes de son parti, fraction qu'il connaît bien, qu'il sait motiver et valoriser :

« J'ai eu la chance d'être avec un candidat qui m'a fait beaucoup confiance. Je suis arrivé très tôt. Dès octobre-novembre 2018, c'est un long périple que j'ai commencé avec lui. Il fallait avoir le soutien du parti... On cherchait l'investiture des Républicains... Il m'a très vite fait confiance. [...] Il était très à l'écoute, le jour où on a fait la conférence de presse sur l'université, il m'a demandé de préparer ses notes et de prendre la parole. J'ai trouvé ça super. Je n'étais pas là pour faire beau ou jeune²⁸. »

Pour la tête de liste EELV aussi, il s'agit de tendre vers un équilibre entre inscription dans la lignée des dirigeants historiques d'EELV et prise d'autonomie par rapport à eux. Le recours à des agents extérieurs aux partis est un moyen de ne pas reproduire la campagne de 2014 de son prédécesseur : « *Il s'agissait de faire une campagne gagnante... Pour gagner !* », précise la directrice de campagne. Cette option s'impose très vite à la tête de liste assez vite livrée à elle-même, par les anciens d'EELV notamment qui ne partagent pas l'ensemble de la stratégie qui consiste à mettre le parti en retrait et à développer un cadrage de liste citoyenne.

La division du travail de campagne est donc à considérer au prisme de la concurrence pour la définition de la campagne, et de positions différentes dans le parti. Elle rend compte également d'une coupure entre le groupe dirigeant, qui décide de la stratégie et qui occupe la scène (sur les réseaux sociaux, dans les réunions et les débats), et les militants « de base », qui sont sur le terrain :

« Il y avait clairement deux faces dans cette campagne. La face (les élus sortants) qui était tout le temps devant. Et il y avait la face des militants de terrain, et c'était surtout les jeunes avec Macron

²⁷C. Desrumaux et R. Lefebvre, *op. cit.*

²⁸Entretien décembre 2020, réalisé par Nathan Daligaud et Margaux Lucas.

dont je fais partie depuis le début. C'était assez frappant. [...] Eux, ils venaient 15 minutes, 20 minutes pour faire de la com²⁹. »

Si cette division entre *eux* et *nous* est classique et se retrouve dans d'autres équipes, elle peut concerner le cœur même de l'équipe de mobilisation en lien avec des positions différentes dans un parti politique. Ainsi, la liste PS est, comme les autres, dirigée par un petit groupe. Il comprend la tête de liste, la directrice de campagne et quelques élus sortants, mais contrairement aux autres listes (LREM et EELV), les permanents de campagne ne font pas partie du premier cercle, et demeurent cantonnés aux opérations logistiques :

« Beaucoup d'organisation de militantisme : organiser les tractages sur les marchés, le boitage, le porte à porte quand il y en avait, l'expression sur les réseaux sociaux, les répartitions sur les débats (avoir des candidats et des militants présents). [...] J'ai fait pas mal de déplacements avec des candidats et des militants pour voir ce qu'ils faisaient, et publier ensuite sur Facebook, Instagram, etc. C'était des aspects très organisationnels. C'était s'assurer qu'il y ait le micro et l'ampli dans le petit troquet du quartier quand il y avait une réunion publique. C'est arriver à gérer cette logistique-là qui est très complexe et très chronophage, car il faut avoir en permanence le calendrier précis dans sa tête³⁰. »

En revanche, ils ne participent pas à la stratégie de la campagne par le groupe dirigeant :

« J'ai un peu regretté qu'au sein du parti il n'y ait pas cette volonté d'inclure, j'étais pas le seul on est plusieurs à savoir faire ce genre de choses, d'inclure les militants et les sympathisants qui ont des compétences en termes de communication, au moins sur la réflexion. Je regrette qu'ils n'aient pas mobilisé cette ressource, cette matière grise là, pas par crainte qu'on n'était pas assez compétents, mais par conscience du parcours militant qu'on avait, les proximités qu'on avait avec les petits barons locaux qui étaient pas forcément les mêmes entre nous. Y a toujours cette crainte très politicienne en fait, qui fait qu'on n'a pas forcément été exploités à 100 % de nos capacités et de ce qu'on pouvait leur offrir. Et ça, c'est dommage. Je pense qu'à la différence d'autres permanents de campagne, je pense qu'on a été moins impliqué dans les réflexions de la campagne par crainte qu'on ne soit pas alignés à 100 % avec ce que souhaitait la tête de liste³¹. »

C'est, selon eux, parce qu'ils sont considérés comme trop proches d'un ancien candidat à l'investiture qu'ils sont tenus à distance.

²⁹Entretien avril 2020.

³⁰Entretien avril 2021.

³¹Entretien avril 2021.

Conclusion

Cette enquête autour des municipales 2020 dans une grande ville française souligne donc le caractère structurant des partis dans la constitution des listes et la division du travail de campagne. Au-delà d'une mise à distance de façade des partis, l'offre électorale et plus encore les entreprises de mobilisation reposent toujours prioritairement en milieu urbain sur des personnes socialisées à la politique locale au sein d'un parti. Le poids des luttes au sein des entreprises de mobilisation et des rapports de force issus de luttes partisans antérieures montre à quel point les socialisations partisans peuvent infuser durablement les espaces politiques locaux.

Ces résultats n'apportent pas une réponse tranchée concernant la déconnexion partielle avec le national³². D'un côté, l'offre électorale est articulée aux jeux partisans nationaux, et même lorsque les candidats mettent de côté les logos, ils sont repositionnés par leurs adversaires ou les commentateurs, comme pour le candidat LREM qui dans le contexte de mobilisation contre les réformes des retraites et de l'enseignement supérieur, a des difficultés à se dissocier de l'étiquette de candidat de Macron³³. D'un autre côté, la composition de la liste EELV avec d'anciens du PS et l'absence de fusion au 2^e tour entre les listes EELV et PS contre l'avis des dirigeants nationaux des deux partis, mettent en exergue des spécificités locales et une relative autonomie des acteurs politiques locaux. *In fine*, l'enquête amène à insister surtout sur l'impact des concurrences et luttes passées au sein de l'espace partisan sur les positionnements des divers agents de l'espace politique local.

Bibliographie

- Aldrin Philippe et Vannetzel Marie, « Dans les lisières. Une sociologie des acteurs secondaires de la politique dans deux petites villes françaises », *Politix*, n° 128, 2019, p. 31-63.
- Bargel Lucie, « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, 5(2), 2014, p. 171-187.
- Beauvallet Willy et Michon Sébastien, « The changing paths of access to the European Parliament for French MEPs (1979–2014) », *French Politics*, 14(3), 2016, p. 329-362.
- Beauvallet Willy et Michon Sébastien (éd.), *Dans l'ombre des élus : une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- Benford Robert D., Snow David A., « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annual review of sociology*, 26(1), 2000, p. 611-639.
- Boelaert Julien, Michon Sébastien et Ollion Étienne, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.
- Desrumaux Clément, « Réencastrer l'usage des agences de communication en période électorale », *Politiques de communication*, 13, 2019, p. 127-157.

³²Daniel Gaxie et Patrick Lehingue, *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.

³³S. Michon, *op. cit.*

- Desrumaux Clément et Lefebvre Rémi, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, n° 113, 2016, p. 5-16.
- Demazière Didier, « Les négociations implicites de la division du travail. Le cas des élus régionaux », *Négociations*, n° 25, 2016, p. 39-53.
- Dulong Delphine et Matonti Frédérique, « Comment devenir un (e) professionnel (le) de la politique ? », *Sociétés Représentations*, n° 24, 2007, p. 251-267.
- Gaxie Daniel et Lehingue Patrick, *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.
- Guionnet Christine « La “politique autrement” entre récurrences et réinvention », dans J. Lagroye, P. Lehingue et F. Sawicki (éd.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF-Curapp, 2005, p. 117-143.
- Giraud Baptiste, « Les Motivé-es, ou l'innovation prisonnière des règles du jeu politique », *Sociologies pratiques*, n° 15, 2007, p. 55-67.
- Lefebvre Rémi, « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, n° 113, 2016, p. 91-115.
- Lefebvre Rémi, « Les tensions et arbitrages au cœur de la professionnalisation politique intermédiaire », *Revue française de science politique*, 71(1), 2021, p. 51-72.
- Lefebvre Rémi, Vignon Sébastien (éd.), *Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Martinache Igor et Sawicki Frédéric, *La fin des partis ?*, Paris, PUF, 2020.
- Michon Sébastien, « La bataille de Strasbourg : luttes, ajustements, et (non-)alliances en vue de la conquête du pouvoir local », dans R. Lefebvre et S. Vignon (éd.), *Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 207-220.
- Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2008.
- Riffault Tristan, « Le consultant et le politique », *Sociologie*, 8(3), 2017, p. 283-300.
- Sawicki Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017.
- Taiclet Anne-France, « Entre renouvellement et ancrage : une situation d'alternance paradoxale autour d'une sortante-dissidente (Lyon 1^{er}) », dans S. Lévêque et A.-F. Taiclet, *À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 93-116.
- Vignon Sébastien, « Les élus des petites communes face à la “démocratie d'expertise” intercommunale. Les “semi-professionnels” de la politique locale », dans Aurélia Troupel et Sylvain Barone (dir.), *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 189-224.

